L'Histoire
www.lhistoire.fr

FESTIVAL D'HISTOIRE DE MARSEILLE



Marseille : porte du monde ?

300 ANS D'IMMIGRATION

VILLE DE MARSEILLE

FESTIVAL D'HISTOIRE DE MARSEILLE



Marseille : porte du monde ?

27
28
nov. 2026

Musée d'Histoire de Marseille

Table ronde - Expositions - Visites commentées - Balades urbaines

Gratuit dans la limite des places disponibles

© 2025 - CONCEPTION SUNNMADE.FR

musee-histoire.marseille.fr

PARTENAIRES

L'Histoire · Maison méditerranéenne des sciences humaines et sociales · amU Aix Marseille Université · cnrs

Musées de Marseille

VILLE DE MARSEILLE

Benoît Payan

“Cosmopolite, c’est d’abord un état d’esprit”

Pour le maire de Marseille, la cité phocéenne, avec son identité forte et plurielle, peut être un véritable modèle pour la France.

L’Histoire : Marseille n’est pas aujourd’hui la ville la plus cosmopolite de France. Pourquoi conserve-t-elle cette réputation ?

Benoît Payan : Je crois qu’une ville cosmopolite ne se définit pas par des statistiques. C’est d’abord un état d’esprit, une manière de regarder le monde et de considérer l’autre. Soprano a trouvé une formule magnifique pour parler de Marseille : « la Cosmopolitanie ». C’est exactement cela. Marseille est cosmopolite parce que son histoire, depuis 2 600 ans, est une histoire de rencontres. Qu’on regarde la légende de Gyptis et Protis ou la réalité historique de l’arrivée des Phocéens sur un territoire déjà habité par les Celto-Ligures, Marseille s’est construite dans le dialogue entre les peuples, les cultures et les civilisations. La rencontre est au cœur même de sa naissance.

Cette histoire s’est poursuivie au fil des siècles. Les Arméniens qui fuyaient les persécutions, les Italiens venus chercher une vie meilleure, les Espagnols qui fuyaient le franquisme, les Juifs qui échappaient au nazisme, les rapatriés d’Algérie, puis les immigrations venues du Maghreb, des Comores et de tant d’autres horizons ont façonné Marseille. Ils ne sont pas simplement venus s’y installer, ils ont contribué à la faire. C’est une richesse immense, mais ce n’est pas un acquis définitif.



BENOÎT PAYAN

Ce modèle n’est jamais garanti. Il se défend et se transmet. Il suppose de lutter contre le racisme, contre les discriminations et contre ceux qui voudraient faire croire que nos différences nous condamnent à vivre séparés.

C’est aussi une responsabilité pour le maire. Je suis moi-même le produit de cette histoire, descendant d’immigrés italiens. Je ne regarde donc pas cette diversité de l’extérieur puisqu’elle fait partie de mon histoire et de mon identité. Je considère qu’elle est une chance. A Marseille, on ne demande pas aux gens d’oublier d’où ils viennent pour leur permettre de savoir où nous irons ensemble.

Il faut toutefois se garder d’une vision romantique. Marseille a été une terre d’accueil, mais elle n’a pas toujours été une ville accueillante. Et surtout, elle a trop souvent été laissée par l’État seule face à des responsabilités que les décideurs à Paris étaient bien heureux d’abandonner. Quand des centaines de milliers de rapatriés d’Algérie sont arrivés, comme lorsque les réfugiés arméniens ont trouvé refuge ici, les conditions d’accueil ont été indignes. Des familles entières ont été entassées dans des bidonvilles. L’État a trop souvent regardé Marseille accueillir le monde sans lui donner les moyens de le faire dignement. Nous payons encore aujourd’hui une partie de cet abandon. Les inégalités territoriales, la crise du logement, les difficultés scolaires ne sont pas apparues par hasard. Elles sont aussi le résultat de décennies de sous-investissement et de politiques publiques insuffisantes. Je suis l’héritier de cette histoire, de ces femmes et de ces hommes qui ont fait Marseille, souvent dans des conditions difficiles, et qui en ont fait leur ville, contre vents et marées.

Ma responsabilité est de faire en sorte que cette histoire ne soit pas seulement célébrée, mais qu’elle produise des droits et des possibilités nouvelles pour les générations qui viennent. C’est ce que nous faisons avec le Plan écoles qui est ma plus grande fierté. Pendant trop longtemps, les écoles marseillaises ont été le symbole d’une injustice. Il était inacceptable que des enfants ne

© CLARA LAFUENTE

puissent pas apprendre dans des conditions dignes parce qu'ils grandissaient dans tel ou tel quartier. Nous avons engagé la rénovation et la reconstruction de notre patrimoine scolaire à une échelle inédite. En quelques années, nous sommes passés de la honte de la République à un programme qui inspire désormais d'autres territoires. J'en suis fier parce qu'une école rénovée, ce n'est pas seulement un bâtiment. C'est un enfant qui apprend dans de bonnes conditions et un quartier auquel on redonne de la dignité.

Mais il faut regarder toute notre histoire en face. Marseille n'est pas une ville miraculeusement protégée du racisme. Les Vêpres marseillaises de 1881, les violences racistes de 1973 et tant d'autres épisodes nous rappellent que la coexistence des cultures ne suffit pas, à elle seule, à faire une société juste. Ces événements nous enseignent que lorsque les inégalités se creusent, lorsque les pouvoirs publics abandonnent des territoires et lorsque les discours de haine désignent des boucs émissaires, c'est toujours le vivre-ensemble qui est menacé.

Lorsqu'on fait de l'étranger un responsable de tous les maux, lorsqu'on oppose les Français entre eux en fonction de leurs origines, on fragilise notre pacte républicain. Mais la mémoire de Marseille ne peut pas être uniquement celle des violences subies. Elle est aussi celle des résistances et des combats menés pour l'égalité. Je pense notamment à la Marche pour l'égalité et contre le racisme, qui part de Marseille le 5 octobre 1983, depuis la cité de la Cayolle, avec 32 marcheurs. Un mois et demi plus tard, le 3 décembre, ils sont accueillis à Paris par plus de 100 000 personnes.

Nous avons souhaité honorer cette mémoire en donnant à une avenue le nom de cette Marche pour l'égalité et contre le racisme. C'est important parce que la mémoire n'est pas un exercice de nostalgie. Elle nous oblige. Elle nous rappelle que les droits n'ont jamais été donnés spontanément et que l'égalité a toujours été conquise par des femmes et des hommes qui ont refusé l'injustice.

“Marseille a toujours été l'avenir de la France mais notre pays commence seulement à prendre conscience de ce qu'elle représente”



LH : Vivons-nous une nouvelle crise ?

BP : Oui, je crois que nous traversons une crise profonde. Mais je crois surtout qu'il faut avoir le courage de la nommer correctement. Ce n'est pas seulement une crise économique, sociale ou institutionnelle. C'est une crise démocratique. Une partie de nos concitoyens ne se reconnaît plus dans les institutions, ne croit plus aux promesses politiques et a le sentiment que les décisions se prennent loin d'eux, sans eux et parfois contre eux. Notre République est à bout de souffle.

Quand une école ne fonctionne pas, quand un service public disparaît, quand une famille ne parvient plus à se nourrir correctement, c'est la promesse républicaine qui recule. A force de ne plus apporter de réponses concrètes aux aspirations populaires, on laisse le champ libre à ceux qui proposent des réponses simplistes, désignent des ennemis et prospèrent sur la colère. Il faut donc retrouver le sens de l'action publique. La politique doit redevenir capable de transformer la vie des gens.

LH : Qu'est-ce qui s'est détraqué selon vous depuis les années 1980 ?

BP : Avec l'arrivée de Ronald Reagan au pouvoir aux États-Unis et la généralisation des politiques ultralibérales, une nouvelle conception de l'économie s'est imposée. Le marché est devenu pour certains la réponse à tout, l'État devait se retirer et la puissance publique était trop souvent considérée comme un obstacle plutôt que comme un outil au service de l'intérêt général. La France n'a pas échappé à ce mouvement. Même lorsque la gauche est arrivée au pouvoir avec des réformes courageuses, elle a dû composer avec une mondialisation qui réduisait progressivement les marges de manœuvre du politique.

Or, je crois que lorsque le politique renonce à agir sur l'économie, ce sont les plus fragiles qui en paient le prix. Les services publics reculent, les inégalités se creusent et le sentiment d'abandon s'installe. Et lorsque la République n'occupe plus suffisamment le terrain, d'autres pouvoirs cherchent à prendre sa place.

© ANTHONY CARAYOL

A Marseille, le narcotrafic est l'une des expressions les plus violentes de cette crise. Mais il faut sortir des caricatures. Le trafic de drogue n'est pas apparu dans les années 1980. Dans les années 1970, une grande partie de l'héroïne consommée aux États-Unis provenait déjà des réseaux de la French Connection. Ce qui a changé, c'est la manière dont nous avons choisi d'y répondre. Les États-Unis ont fait le choix d'une approche sécuritaire et punitive. Nous avons trop souvent reproduit cette logique en pensant que davantage de répression suffirait à régler un phénomène qui est aussi économique, social, sanitaire et territorial.

Je le dis clairement : il faut combattre les narcotrafiquants avec la plus grande détermination. Il faut s'attaquer aux têtes de réseaux, à l'argent, aux circuits financiers, aux trafics d'armes et aux organisations criminelles. Il faut donner à la police judiciaire, à la justice et aux douanes les moyens de faire leur travail. Mais il faut aussi comprendre pourquoi des adolescents peuvent être attirés par ces réseaux. Quand un jeune grandit dans un quartier où les services publics ont reculé et où l'argent du trafic semble être la seule promesse de réussite, nous avons collectivement échoué à lui proposer un autre chemin. Cela ne justifie rien. Mais cela nous oblige à agir sur toutes les causes du problème.

A Marseille, nous manquons de moyens d'enquête, d'agents de police judiciaire, de douaniers et de capacités judiciaires adaptées à l'ampleur de la criminalité organisée. Prenons le parquet national anticriminalité organisée, il était logique que Marseille, au regard de la réalité des réseaux criminels et de son positionnement stratégique, dispose d'une implantation dédiée. Il a fallu se battre pendant des années pour l'obtenir. Ce n'est pas normal. Je refuse que l'on fasse de Marseille le symbole d'une ville abandonnée face au narcotrafic. Les Marseillais ont droit à la sécurité, à la tranquillité et à la République. La réponse doit être ferme, mais elle doit être intelligente et globale.

LH : L'histoire de Marseille est à la mode, portée par des universitaires, des associations, des artistes ou des sportifs. Marseille est-elle l'avenir de la France ?

BP : Marseille a toujours été l'avenir de la France mais notre pays commence seulement à prendre conscience de ce qu'elle représente. Nous sommes la deuxième ville de France, nous avons l'un des plus grands ports de Méditerranée, un potentiel universitaire et scientifique considérable, un pôle d'innovation technologique, une scène culturelle exceptionnelle et une position géographique stratégique entre l'Europe, la Méditerranée et l'Afrique. Dans n'importe quel autre pays, on ferait de cette ville une priorité nationale ! Regardez Barcelone ou Anvers.

Mais Marseille n'est pas seulement l'avenir du pays. Elle est déjà son présent. Ici se concentrent les grandes questions auxquelles la France est confrontée : les inégalités, la transition écologique, les migrations, la transformation économique, la jeunesse, la culture et le vivre-ensemble. Et malgré les difficultés, les Marseillaises et les Marseillais inventent des réponses. Il y a dans cette ville une énergie, une capacité de résistance et une créativité extraordinaires. Malgré les difficultés, malgré les fractures, malgré un vote historique en faveur de l'extrême droite, nous continuons à défendre une certaine idée de la République dans laquelle chacun doit pouvoir trouver sa place, quelles que soient ses origines, sa religion ou son quartier. Jean-Claude Izzo avait cette magnifique formule : « *D'où que l'on vienne, on est chez soi à Marseille.* » Ce n'est pas simplement une belle phrase. C'est une certaine idée de la communauté nationale. Une identité forte n'a pas besoin d'exclure pour exister : elle se nourrit de ce qu'elle accueille et de ce qu'elle partage.

Mais je veux aussi mettre en garde contre une forme de fascination pour Marseille. On ne peut pas aimer cette ville uniquement pour ses paysages, son soleil, ses artistes ou son folklore. Marseille n'est pas une carte postale. C'est une ville populaire, exigeante, parfois rude, traversée par de profondes contradictions. Beaucoup de ceux qui la découvrent et la célèbrent finissent par repartir lorsqu'ils se confrontent à sa réalité quotidienne. Aimer Marseille, c'est aussi accepter de regarder ses difficultés en face et de vouloir les combattre. Nous ne voulons pas d'une ville qui serait belle pour les visiteurs mais difficile à vivre pour ses habitants. Nous voulons une ville où l'on puisse se loger dignement, élever ses enfants, accéder à la culture, trouver un emploi et vivre en sécurité. Une ville qui ne chasse pas ses habitants au nom de son attractivité. Alors oui, Marseille est une chance pour la France. Parce qu'elle démontre que l'on peut construire une identité commune sans effacer les différences. ■

VILLE DE MARSEILLE

Maire de Marseille : Benoît Payan

Adjoint au maire de Marseille - délégué au patrimoine municipal culturel et aux équipements culturels : Gwénaël Richerolle

Adjointe au maire de Marseille - déléguée à la vie culturelle, à la création artistique et à la nuit marseillaise : Clara Jaboulay

Conseiller municipal délégué au patrimoine historique et cultuel : Azad Kazandjian

Directrice générale adjointe du temps libre : Nathalie Hopp

Directrice de la culture : Alix Vic Dupont

Directeur des musées de Marseille : Nicolas Misery

Directeur du musée d'Histoire de Marseille : Fabrice Denise

Direction de la communication externe

L'Histoire

Dépôt légal novembre 2026. © 2026 Éditions L'Histoire.

Revue mensuelle créée en 1978, éditée par Les Éditions L'Histoire
41 *bis*, avenue Bosquet, 75007 Paris
Président et directeur de la publication : Claude Perdriel
Directrice générale : Bénédicte Perdriel
Éditeur : Alain Scemama

Directrice de la rédaction : Valérie Hannin
Rédactrice en chef : Héloïse Kolebka
Rédaction et suivi éditorial : Géraldine Soudri
Directrice artistique : Marie Toulouze
Service photo : Jérémy Suarez-Lalouni

Origine du papier : France
Eutrophisation ptot : 0,02 kg/tonne
PEFC
0 % de recyclé
Imprimerie : DB Print
Fabrication : Créatoprint

PEFC 10-32-2225

COUVERTURE : 16 mars 1988, Marseille, arrivée du ferry-boat le *Liberté* en provenance d'Alger (© Jacques Windenberger/Musée d'Histoire de Marseille).

Trois cents ans d'immigration

Depuis trois cents ans, les migrations d'Italiens, d'Arméniens, d'Algériens et de tant d'autres venus trouver du travail ou un refuge dans la ville portuaire ont façonné l'image d'une cité cosmopolite, tolérante et métissée. La réalité est plus complexe, notamment en temps de crise et de chômage. « Marseille, porte du monde ? » est le thème de l'exposition inaugurée le 27 novembre prochain au musée d'Histoire de la ville.

Céline Regnard

Sur le Vieux-Port, non loin de l'hôtel de ville, les passants foulent d'un pied distrait une plaque évoquant le mythe de la fondation de Marseille : *« Ici vers l'an 600 av. J.-C., des marins grecs ont abordé venant de Phocée, cité grecque d'Asie Mineure. Ils fondèrent Marseille, d'où rayonna en Occident la civilisation. »* Elles paraissent surannées aujourd'hui, ces quelques lignes gravées dans le marbre des années 1950[1], empreintes de certitudes coloniales. Elles rappellent toutefois une évidence : l'histoire de Marseille est profondément liée aux migrations. Fondée au VI^e^ siècle avant notre ère dans le cadre de l'expansion occidentale des cités grecques *(cf. p. 14)*, ville portuaire et de commerce, port méditerranéen mondial dès le XVIII^e^ siècle, puis colonial et industriel à partir du XIX^e^ siècle, la ville est souvent dépeinte, à juste titre, comme une porte du monde, que des vagues migratoires successives ont franchie.

La population multipliée par trois

Cette vocation cosmopolite lui colle à la peau, évinçant les tensions, les irruptions xénophobes ou tout simplement les distorsions de la réalité, dont elle se veut pourtant le fidèle miroir. Les historiens eux-mêmes ont parfois laissé de côté la complexité de l'histoire de l'immigration à Marseille. Mais les recherches récentes sur la période contemporaine ouvrent la voie à une lecture moins linéaire, moins enserrée dans le grand récit de l'intégration, qui pousse à questionner le statut de « porte du monde ».

En un siècle, entre les années 1850 et 1950, la population marseillaise a été multipliée par trois, passant d'environ 200 000 à 600 000 habitants et cette croissance est due en quasi-totalité à l'apport de populations extérieures (françaises et étrangères), le solde naturel étant quasiment nul, voire négatif à certaines périodes. L'immigration est alors liée à l'essor économique, particulièrement à la croissance des secteurs industriels et portuaires à partir des années 1830. Comme dans le reste de la France, les usines et les chantiers manquent de bras. A Marseille s'ajoute la construction d'un port moderne, dont l'extension, le long du littoral nord, sous-tend le développement du secteur maritime et industriel du milieu du XIX^e^ siècle jusqu'à l'entre-deux-guerres, ainsi que la construction de la voie ferrée du Paris-Lyon-Méditerranée (PLM), en service en 1855.

La première vague d'immigration est celle des Italiens. Les mouvements ▶

L'AUTEURE Professeure d'histoire contemporaine à Aix Marseille Université (TELEMMe), spécialiste d'histoire des villes portuaires et des migrations transatlantiques,



Céline Regnard a notamment publié En transit. Les Syriens à Beyrouth, Marseille, Le Havre, New York, 1880-1914 *(Anamosa, 2022).*

TELEMME – PARIS, MUSÉE DE LA MARINE ; GRANDPALAISRMN (MUSÉE DU LOUVRE)/TONY QUERREC



Horizon ***L'Intérieur du port de Marseille*** **par Joseph Vernet (détail, 1754, musée national de la Marine, Paris) est une image révélatrice de la ville. Réalisée pour la série des vues de ports de France, la toile évoque l'internationalisation des échanges portuaires au XVIIIe siècle par la présence de marchandises et de personnages exotiques.**

de population qui unissent depuis le Moyen Age, en raison de leur proximité, la cité phocéenne à la péninsule, prennent une ampleur nouvelle dans la seconde moitié du XIXe siècle. De 16 000 en 1851 (8 % de la population de la ville), les Italiens passent à 100 000, soit près de 20 % de la population en 1911 (sans compter les naturalisés) ! On se situe alors à l'apogée de leur présence : 1 habitant sur 5, soit plus de 90 % des étrangers à Marseille. L'immigration de travail attire aussi des Allemands et des Suisses, davantage encore d'Espagnols, mais sans aucune mesure avec le nombre d'Italiens.

Durant les « vêpres marseillaises », en 1881, les Italiens sont victimes d'une véritable chasse à l'homme

L'instauration en 1921 de quotas migratoires à l'entrée des États-Unis puis la prise du pouvoir par Mussolini en 1922 et l'avènement du fascisme relancent l'émigration italienne à Marseille (environ 120 000 personnes dans l'entre-deux-guerres). Ils ont été rejoints depuis la Grande Guerre par de nombreux Espagnols, venus combler l'absence des hommes partis au front (dont des Italiens mobilisés par leur pays), puis accroître le prolétariat urbain, notamment sur les docks. Ce n'est que dans les années 1950 que cette immigration italienne se tarit progressivement, en raison du développement économique de la péninsule.

Si la plupart des Italiens décident de s'installer durablement dans la ville, le déploiement des lignes maritimes qui relient le port méditerranéen au reste du monde entraîne un essor du transit des passagers. La première ligne Marseille-New York est ouverte en 1881, mais on peut dès les années 1860 rejoindre l'Amérique du Sud par des lignes régulières. Durant les années 1860 et 1870, avant que les infrastructures portuaires de leur pays ne le permettent, plusieurs milliers d'Italiens profitent ainsi du développement de la navigation à vapeur pour s'embarquer pour une traversée de l'Atlantique qui les mène jusqu'en Argentine ou au Brésil au terme d'une traversée de quatre à cinq semaines comportant de nombreuses étapes. Par un décret de 1855, le gouvernement impérial a mis en place une législation protectrice des émigrants et une police spéciale pour la faire appliquer et respecter : les commissariats des ports, des chemins de fer et de l'émigration.

Dans les années 1910, chaque année, environ 20 000 Syro-Libanais, Grecs et Arméniens embarquent également depuis Marseille pour rejoindre l'Amérique. La ville est alors le principal port de transit pour les émigrants méditerranéens. Leur attente peut durer plusieurs jours, voire plusieurs semaines. En transit, ils logent dans les hôtels meublés du centre-ville, et se mélangent à la population dans une ambiance internationale et cosmopolite.

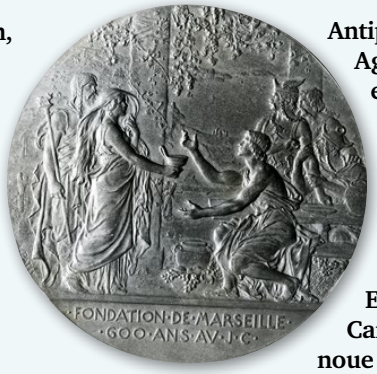
L'immigration italienne est d'abord constituée en grande majorité de Piémontais. On compte aussi des Ligures et des Toscans. Au tournant du XXe siècle, de plus en plus d'Italiens du Mezzogiorno, qualifiés abusivement de « Napolitains », arrivent à Marseille. Ils viennent en fait de Basilicate et de Campanie, à l'image des pêcheurs de Sperlonga, et constituent des filières migratoires avec le centre historique, le quartier Saint-Jean. Ces différentes identités régionales sont toutefois progressivement transcendées par une « italianité » déployée dans des activités culturelles, comme les sociétés musicales, associatives (à l'image des sociétés de secours mutuel), ou encore politiques, dans la presse et le mouvement ouvrier.

Tensions et violences

Qu'ils viennent du sud ou du nord, les Italiens occupent le bas de l'échelle dans l'économie locale. *« L'Italien en général peut être considéré comme le*

À SAVOIR

Marseille la grecque



Selon la tradition, des Grecs de Phocée, en Asie Mineure, auraient fondé la ville (d'où son surnom de cité phocéenne) vers 600 avant notre ère sur un site de collines, au-dessus d'une calanque, le Lacydon. Une fondation qui s'accompagna du mariage entre le chef de l'expédition (Protis) et la fille (Gyptis) du roi local des Ligures Ségobriges. Après ce premier contact entre les civilisations grecque et gauloise, des colons partent fonder des cités filles autour du golfe du Lion, notamment à Nikaia (Nice), Antipolis (Antibes) ou Agathé (Agde). Son essor fulgurant au VIe siècle av. n. è. fait de Marseille un port ouvert sur la Gaule comme sur l'espace méditerranéen. Ennemi de Carthage, le port noue avec Rome des relations étroites. En 49 av. n. è., dans la guerre civile entre César et Pompée, Marseille choisit ce dernier. Massalia (Massilia en latin) paie ce « mauvais choix » par la perte de son indépendance et son annexion à la province romaine de Narbonnaise. Mais elle demeure pendant plusieurs siècles une ville où l'on parle principalement le grec.

MARSEILLE, CCIAMP/LA COLLECTION

paria de la classe ouvrière », peut-on lire dans le *Journal des économistes* en 1884. Dans l'industrie et sur le port, ils travaillent aux postes les plus durs, les plus dangereux et les moins bien rémunérés. Ils forment ainsi 86 % de la main-d'œuvre dans le secteur de l'huilerie en 1912, 47 % dans celui de l'industrie chimique. Mais on les retrouve dans toutes les catégories sociales. Les femmes sont employées comme ouvrières, cuisinières ou nourrices dans les familles bourgeoises. Elles sont aussi porteuses, cigarières, poissonnières ou commerçantes. Certains hommes exercent des professions qualifiées, comme les tailleurs de pierre, les stucateurs ou les chapeliers et les industriels, à l'image de la famille Storione qui fait fortune dans la meunerie avec la farine Francine. Une proportion importante s'installe dans les quartiers populaires du centre-ville (les Carmes, Belsunce, Saint-Jean), mais aussi plus à l'est dans les quartiers industriels comme Saint-Charles, la Belle de Mai, la Villette, et, vers le nord, le bassin de Séon autour de Saint-Henri, Saint-André et l'Estaque où ils travaillent dans les tuileries et briqueteries voisines et représentent plus de 50 % de la population.

A rebours du mythe de l'intégration sans heurts, les Italiens ont longtemps connu l'opprobre à Marseille. L'italophobie est bien présente, comme en témoignent, en 1881, les « Vêpres marseillaises » : du 17 au 21 juin, sur fond de rivalité pour la conquête de la Tunisie, les Italiens sont victimes d'une véritable chasse à l'homme qui fait 3 morts et 21 blessés. « *Vive la France, mort aux Italiens* », peut-on lire dans une lettre anonyme de menaces contre les ouvriers italiens du port, adressée à la police en 1894. En 1907, dans *L'Invasion*, le romancier Louis Bertrand fixe sur le papier une italophobie qu'il dirige essentiellement vers les méridionaux : « *Le flot sans cesse grossissant de l'invasion italienne augmentait, dans des proportions alarmantes, le nombre des meurent-de-faim.* » Entre intégration et racisme, la situation des Italiens à Marseille est donc souvent plus complexe qu'on ne le pense.



IM/KHARBINE/LA COLLECTION

DÉCRYPTAGE D'IMAGE

1850-1950. Une ville italienne

Intitulée « Types napolitains, petits décrotteurs », cette carte postale éditée au début du XXe siècle relève d'un goût pour les archétypes sociaux et nationaux. Les « décrotteurs », ou nettoyeurs de chaussures, étaient des enfants des quartiers populaires, particulièrement du quartier Saint-Jean. Parmi eux, la présence de nombreux Italiens du sud crée une vision pittoresque et misérabiliste, parfois empreinte de xénophobie.

Marseille est aussi, au XIXe siècle, une ville d'accueil pour de nombreux réfugiés politiques. En 1832, la France est le premier pays européen à légiférer sur l'exil politique, la loi créant la catégorie de réfugié, bénéficiaire de secours mais aussi objet de surveillance policière.

Dans les années 1820 et 1830, quelques centaines d'exilés contraints de quitter l'Espagne et l'Italie en raison des bouleversements politiques et des révolutions se réfugient dans la cité phocéenne, qu'ils soient libéraux – comme le républicain Giuseppe Mazzini qui, durant son exil à Marseille, fonde en 1831 son mouvement Giovine Italia – ou monarchistes – comme les carlistes espagnols.

A la même époque, les mouvements indépendantistes (Grèce, Pologne) puis le Printemps des peuples de 1848 poussent de nombreux individus à fuir la répression dans leur pays d'origine. En 1849, le journal marseillais *Le Sémaphore* estime que 2000 proscrits sont passés à Marseille depuis deux ans. Mais au fur et à mesure que le gouvernement impérial se renforce, leur situation devient compliquée, voire dangereuse car ils sont étroitement surveillés par la police.

Cette fonction d'accueil des exilés prend une dimension révolutionnaire à la fin du XIXe siècle. L'anarchiste Errico Malatesta séjourne à Marseille en 1884 avant de rejoindre l'Amérique du Sud. En 1898, le leader socialiste Luigi Campolonghi prend la tête de l'Union socialiste italienne en France avant d'être expulsé pour avoir soutenu la grève des ouvriers de la cimenterie de Roquefort-la-Bédoule en 1901. La presse et l'opinion se montrent souvent sévères vis-à-vis de ceux que l'on assimile alors largement à des criminels, voire à des terroristes, surtout après l'assassinat à Lyon du président Sadi Carnot en 1894 par un anarchiste italien.

La Première Guerre mondiale confère une dimension dramatique à l'exil, dont la définition juridique entre dans le domaine du droit international. En 1914, fuyant l'invasion allemande, des Belges affluent par milliers dans le sud de la France. Ils sont majoritaires parmi les 3000 réfugiés que l'on compte à Marseille en 1915. D'abord accueillis avec bienveillance et pris en charge par la préfecture, ils sont considérés avec plus de défiance lorsque l'emploi et les vivres viennent à manquer. En 1916, des réfugiés serbes débarquent dans le port à la suite de l'invasion de leur pays par les forces austro-allemandes et bulgares. Ils sont ensuite redirigés vers divers départements du sud de la France et en Corse. Après la révolution bolchevique de 1917 et tout au long des années 1920, Marseille accueille aussi des réfugiés russes (Russes blancs).

Dans les années 1940, Hannah Arendt, Max Ernst, André Breton y transitent avant de rejoindre l'Amérique

Mais ce sont surtout les recompositions territoriales dans l'Empire ottoman et les Balkans ainsi que les politiques de répression des minorités qui marquent l'histoire de la ville. A partir des années 1910, affluent des Juifs de Méditerranée orientale fuyant les pogroms, puis, après 1915, des Arméniens rescapés du génocide. En 1923, 10000 Arméniens transitent par la ville et 6000 d'entre eux y restent. Ils trouvent refuge dans des camps hérités de la guerre, comme le camp d'Oddo, dont les 34 baraques militaires sont mises à disposition



DÉCRYPTAGE D'IMAGE

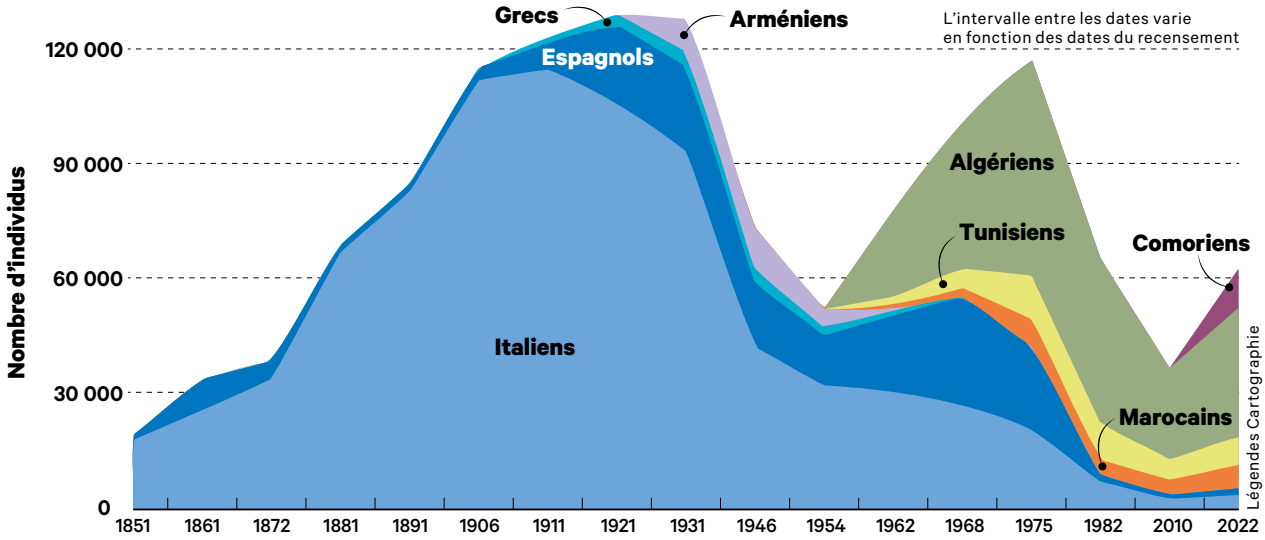
Oddo, 1922 : un camp pour les rescapés arméniens

Dans le XVe arrondissement, au cœur du quartier du Canet, le camp Oddo a abrité entre 1922 et 1927 plus de 5000 survivants arméniens du génocide de 1915 sur les 60000 qui débarquèrent à Marseille. Dirigé par Tigran Mirzayantz, représentant de la République arménienne à la conférence de paix de Paris, puis par le légionnaire et imprimeur Takvor Hatchikian, le quotidien y est difficile mais organisé et structuré avec des commerces, une vie associative, politique, et une école. Cette carte postale, entre vitalité et gravité, immortalise les élèves et leurs enseignants, au milieu des baraques, dans un environnement typique des faubourgs portuaires et industriels de la ville.

© ARAM

GRAPHIQUE

Les nouveaux Marseillais : huit vagues de migrations



Après une dominante italienne, à laquelle s'ajoutent Espagnols, Grecs et Arméniens, les migrations extra-européennes sont majoritaires à Marseille depuis les années 1950 : Algérie, Maroc, Tunisie et Comores. Conformément aux recensements disponibles, les données présentées ici sont celles des étrangers (hors naturalisés) jusqu'en 1982 inclus et des personnes nées à l'étranger (qui peuvent être naturalisées) pour les années 2000.

(contre un loyer) de 2 000 Arméniens. Les propos du maire de Marseille, Siméon Flaissières, témoignent d'un accueil plutôt frais : *« On annonce que 40 000 de ces hôtes sont en route pour la France, ce qui revient à dire que la variole, le typhus et la peste se dirigent vers nous, s'ils n'y sont pas déjà en germes pullulants, depuis l'arrivée des premiers de ces immigrants dénués de tout, réfractaires à nos mœurs occidentales, rebelles à toute mesure d'hygiène, immobilisés dans leur indolence résignée, passive, ancestrale. »* Malgré ces propos xénophobes, les arrivées se comptent encore par milliers jusqu'en 1927, date à laquelle 60 000 Arméniens environ sont entrés en France par Marseille et 14 000 à 15 000 y sont restés. Implantés dans le centre-ville (Belsunce), mais aussi dans les quartiers périphériques comme Saint-Loup, Beaumont ou Saint-Jérôme, ils développent une vie associative intense (sociétés de secours, clubs sportifs, associations politiques…).

Dans les années 1930, Marseille devient aussi une ville de repli ou de soutien à distance pour les antifascistes italiens et les républicains espagnols. Ils sont très actifs dans le mouvement social et ouvrier local, et participent en première ligne aux grèves de 1936 à Marseille, puis dans la résistance (Francs-tireurs et partisans-main-d'œuvre immigrée, FTP-MOI). Le camp fasciste n'est pas en reste : Marseille accueille en 1935 une *Casa d'Italia*, siège du parti fasciste et épicentre d'une politique sociale et culturelle à destination des Italiens de la ville.

Jusqu'en 1942, le seul port en zone libre

La Seconde Guerre mondiale est un nouveau temps fort de l'exil à Marseille. Si la ville avait déjà accueilli des réfugiés allemands et autrichiens, notamment des intellectuels et artistes juifs fuyant le nazisme avant 1940, l'occupation allemande de la France provoque un afflux massif. En août 1940, on dénombre au moins 10 000 réfugiés dans les Bouches-du-Rhône (populations du nord et de l'est de la France fuyant l'invasion, mais aussi Juifs d'Europe de l'Est).

Seul port de la zone libre, Marseille représente l'espoir de fuir vers les États-Unis ou l'Amérique du Sud. L'écrivaine allemande Anna Seghers a brossé le portrait de ces désespérés dans son roman *Transit*, qu'elle a écrit elle-même en exil à Marseille en 1941-1942 avant de rejoindre Mexico. Dans l'attente de visas, papiers et billets, ces exilés bénéficient à Marseille de l'aide d'associations juives, de consuls coopératifs (comme Gilberto Bosques pour le Mexique) ou des services de l'Emergency Rescue Committee (ERC) sous la responsabilité du journaliste américain Varian Fry, qui facilitent leur départ outre-Atlantique avant l'invasion de la zone libre par les Allemands en novembre 1942. Parmi les 2 000 personnes secourues par l'ERC depuis Marseille, citons Hannah Arendt, Max Ernst, André Breton ou encore Claude Lévi-Strauss…

A cet élan de solidarité s'oppose l'hostilité de la propagande vichyste et collaborationniste. En 1941, dans *Je suis partout*, l'écrivain et journaliste Lucien Rebatet décrit la population marseillaise : *« Cette populace bâtarde,*



Exposition coloniale **Cette affiche met en scène le but de cette manifestation : faire venir l'empire pour susciter découverte et légitimation.**



Port moderne **Cette photographie du début du XXe siècle, prise du bassin de la Joliette, juxtapose des marchandises, une grue, des paquebots, la cathédrale de La Major et, à l'arrière-plan, Notre-Dame de la Garde.**

▶ […] *l'unique coin de France où la décadence de la race par le métissage soit vraiment un fait.* »

Véritable porte d'entrée du territoire national, Marseille constitue également un lieu d'embarquement, d'arrivée ou d'installation des populations de l'empire colonial français.

Ces migrations peuvent être internes à l'empire colonial. Lorsque la Syrie et le Liban deviennent des mandats français au début des années 1920, le flux se redirige vers l'Afrique de l'Ouest (AOF). Des milliers de Libanais s'installent en Guinée, au Sénégal, en Côte d'Ivoire, y ouvrent des commerces et constituent des filières migratoires, comme ils l'avaient fait auparavant en Amérique du Sud et aux États-Unis.

Marseille est par ailleurs une ville de transit pour les fonctionnaires coloniaux, les militaires, les entrepreneurs, les colons, les employés et les touristes. En 1906, la première Exposition française exclusivement coloniale se tient à Marseille. La ville voit alors séjourner des artisans, ouvriers, artistes ou figurants issus des colonies africaines et asiatiques. Cet événement attire aussi 1,5 million de visiteurs et plus de 3 millions lors de la deuxième Exposition de 1922, *via* les lignes du PLM ou des Messageries maritimes, partenaires de ces manifestations. Avec la Première Guerre mondiale, une grande partie des soldats coloniaux recrutés par la France passent par Marseille. Quelques centaines d'entre eux, Chinois, Vietnamiens, Sénégalais ou Djiboutiens, se fixent d'ailleurs dans la ville après le conflit.

DANS LE TEXTE



Albert Londres « Rue des Chapeliers »

On a fait voilà deux ans *[en 1922]* une exposition coloniale à Marseille. C'est à se demander jusqu'où parfois les pouvoirs publics vont dans l'inutilité. Et les gens qui supposent qu'il n'y a plus d'exposition coloniale à Marseille, je n'irai pas jusqu'à les blâmer, mais je les plaindrai. Voulez-vous voir l'Algérie, le Maroc, la Tunisie ? Donnez-moi le bras. Je vous conduis rue des Chapeliers : voilà les gourbis, les bicots, les mouquères. Voilà le parfum de l'Orient, c'est-à-dire l'odeur d'une vieille chandelle en train de frire dans une poêle *[…]*. Vous êtes à Sfax, à Rabat, dans le ghetto d'Orient *[…]* si le gouvernement, comprenant pour une fois les intérêts de la patrie, me nomme bientôt gouverneur de l'Algérie, je m'installerai rue des Chapeliers !"

Marseille, porte du Sud,
Les Éditions de France, 1927.

COLLECTION PRIVÉE ; FINE ART IMAGES/HERITAGE IMAGES/COLL. CHRISTOPHEL – ARCHIVES DE MARSEILLE, 115 FI 565 – ALBERT LONDRES : HENRI MARTINIE/ROGER-VIOLLET

De cette immigration en provenance des colonies, le cas des Algériens est le plus emblématique. Ouvertes dans les années 1830, les lignes maritimes reliant Marseille à Alger transportent des flux de passagers qui ne cessent de s'intensifier à mesure que la vapeur se développe, que la colonisation s'étend et que l'exploitation économique se renforce. En 1906 et en 1907, les premiers ouvriers kabyles débarquent à Marseille : afin de briser les grèves des ouvriers locaux (dont beaucoup d'Italiens), des entrepreneurs de l'huilerie et des raffineries de sucre décident de profiter de cette main-d'œuvre, qu'ils connaissent bien pour la faire travailler dans leurs usines en Algérie. En 1912, 300 Algériens, essentiellement kabyles, travaillent dans les raffineries de sucre, soit 14 % de l'effectif ouvrier de cette branche et 28 % de sa main-d'œuvre étrangère. Ce mouvement se renforce durant l'entre-deux-guerres – 10 000 à 15 000 Algériens vivent alors à Marseille. Ils forment presque un tiers des effectifs dans l'huilerie.

Principalement constituée d'hommes célibataires, cette main-d'œuvre s'installe dans les quartiers historiques centraux (près de la gare Saint-Charles, à Belsunce), ou à proximité des usines dans lesquelles ils travaillent, comme à Saint-Louis, ou derrière le port, toujours dans des conditions très précaires. En 1927,

MISE AU POINT

1943, la rafle du Vieux-Port

Cette rafle vient d'être reconnue comme un crime contre l'humanité.



Longue file d'habitants évacués de force du quartier du Vieux-Port, le 24 janvier 1943, avant sa destruction par les Allemands.

Le quartier Saint-Jean bâti sur les restes de l'antique Massilia a fait les frais de façon tragique de sa mauvaise réputation. Derrière l'hôtel de ville, dans un lacis de ruelles sombres, s'entassaient depuis des siècles des familles de pêcheurs, de dockers, de journaliers, de petits commerçants et d'artisans, à forte majorité italienne, cohabitant avec des prostituées, des petits voyous et des gros trafiquants, des militaires en permission et des marins en escale. Dans l'entre-deux-guerres, ce ghetto de pauvres et d'immigrés devient un refuge pour tous les persécutés : antifascistes italiens, républicains espagnols, opposants allemands, Juifs apatrides, et enfin, un des foyers de la Résistance marseillaise pendant l'Occupation. Quartier populaire, Saint-Jean est la cible de la droite nationaliste et de l'extrême droite dans les années 1930, l'incarnation du « péril cosmopolite », dont Marseille aurait été le plus parfait exemple. La guerre précipite la mise à mort du quartier considéré par les nazis comme « un repaire de bandits internationaux » et le « chancre de l'Europe ».

Les immeubles dynamités

Les 22 et 23 janvier 1943, la police de Vichy rafle les Juifs du quartier de l'Opéra et du centre-ville. Le lendemain a lieu la rafle du Vieux-Port : 20 000 personnes sont expulsées de force du quartier Saint-Jean, plus de 2 000 sont déportées, dont plus de 700 Juifs et des opposants politiques. L'armée allemande procède ensuite au dynamitage de 1 500 immeubles, soit 82 rues et places. Après une enquête de sept années menée par le parquet antiterroriste et grâce à la mobilisation des victimes et de leurs familles, la rafle du Vieux-Port a été reconnue comme crime contre l'humanité le 30 septembre 2026. ■ C. R.

A voir : « Marseille 1900-1943. La mauvaise réputation », au Mémorial des déportations, Marseille.

© WOLFGANG WEBER/ECPAD/DÉFENSE

FOCUS

« Rapatriés »

Une grande vague d'exil marque l'histoire de Marseille lors des décolonisations des années 1960. La fin de la guerre d'indépendance algérienne, en 1962, marque un tournant quantitatif. Entre 1961 et 1964, plus de 1,2 million de pieds-noirs débarquent par la mer ou par les airs, soit 60 % des rapatriés en France (Français et européens d'Algérie, du Maroc, de Tunisie, Français musulmans d'Algérie). Parmi eux, une importante communauté juive sépharade. Les conditions dramatiques du départ sont aggravées par l'accueil parfois hostile. Débordées, les autorités s'illustrent par des commentaires peu amènes, comme celui de Gaston Defferre qui déclare à *Paris-Presse*, le 26 juillet 1962, à propos des pieds-noirs : *« Qu'ils aillent se réadapter ailleurs. »* Après un hébergement dans des centres de transit, environ 150 000 d'entre eux s'installent dans les Bouches-du-Rhône. Après avoir mal accueilli les rapatriés, le maire a toutefois reconnu leur sort tragique. En 1971 la ville a inauguré le mémorial des rapatriés d'Algérie. En 1975, on estime à 120 000 le nombre de rapatriés à Marseille, soit 11 % de la population de la ville.



Arrivée de pieds-noirs à Marseille, le 23 mai 1962.

dans son reportage *Marseille, porte du Sud*, Albert Londres décrit la rue des Chapeliers, à Belsunce, comme une rue algérienne *(cf. p. 18)*. Des « enclos », habitats autoconstruits, constituent les prémices d'une bidonvilisation. Les lieux de sociabilité algérienne, comme les cafés du quartier Belsunce, déploient une vie culturelle et politique intense. Toutefois, immigrés et colonisés, les Algériens font l'objet d'une surveillance policière étroite, effectuée par le service des Affaires indigènes nord-africaines créé à Marseille en 1928.

Les meublés de Belsunce

Entre la fin de la Seconde Guerre mondiale et les années 1970, l'immigration est toujours la source principale d'accroissement de la population marseillaise, qui passe d'environ 600 000 à près de 900 000, même si un quart de cette croissance est imputable au solde naturel. Les Algériens constituent la principale population étrangère à Marseille – ils sont 57 000 en 1975. Avec 18 000 Tunisiens et Marocains, les Maghrébins forment plus de 60 % des étrangers. Essentiellement employée dans les secteurs du bâtiment et des travaux publics, mais aussi dans les usines et sur les ports, cette main-d'œuvre, très fortement masculine, est désormais une composante incontournable du tissu économique local.

La présence algérienne marque de son empreinte le quartier de Belsunce et ses nombreux hôtels meublés qui ont vu, avant elle, tant de strates de populations se succéder. Mal logés dans l'ensemble, les Algériens constituent aussi une bonne partie de la population des bidonvilles (plus de 10 000 personnes en 1964), puis des cités de transit qui leur sont réservées, avant de pouvoir bénéficier d'un logement HLM *(cf. p. 22)*.

Dans les années 1980, la présence algérienne se renforce à la faveur du regroupement familial et du développement d'un réseau commercial très important entre l'Europe du Nord et le Maghreb, surtout l'Algérie, dont Belsunce devient le cœur. Un véritable comptoir commercial transnational se développe. En 1987, on compte 400 boutiques de vente de détail, de gros ou de demi-gros (textile, chaussures, hi-fi et vidéo, bazars, commerces alimentaires) dans ce quartier où plusieurs centaines de milliers de personnes viennent s'approvisionner chaque mois.

En raison d'une histoire commune traumatique, les Algériens n'ont jamais constitué en France une immigration comme une autre. Durant la guerre d'indépendance (1954-1962), Marseille est devenue un des centres du nationalisme algérien, au même titre que Paris. Les milieux indépendantistes, périodiquement alliés aux communistes locaux, y sont très surveillés. Cette surveillance se double d'une gestion paternaliste de l'accueil et du logement, visible, par exemple, dans l'action de l'Association d'aide aux travailleurs d'outre-mer (Atom, 1950) ou de la Société nationale de construction de logements pour les travailleurs algériens (Sonacotra, 1956). D'une manière générale, Marseille devient une chambre d'écho des tensions post-coloniales.

Au centre de détention clandestin d'Arenc, des Algériens emprisonnés par la préfecture sont en attente d'expulsion

Les événements racistes de 1973 en sont une illustration. A la suite de l'assassinat, le 25 août, d'un chauffeur de tramway par un déséquilibré algérien, plusieurs dizaines de meurtres racistes sont commis contre des Maghrébins et restent impunis. En décembre, un attentat à la bombe est perpétré contre le consulat algérien, faisant 4 morts et 28 blessés. En 1975, la révélation du scandale du centre de rétention clandestin d'Arenc, où sont emprisonnés par la préfecture des Algériens en attente d'expulsion, vient aggraver la situation. En réaction au racisme anti-maghrébin, en écho à l'humiliation des pères et pour appuyer les revendications de la seconde génération, la Marche pour l'égalité et contre le racisme – parfois appelée la

JEAN-CLAUDE SAUER/PARISMATCH/SCOOP



1974, porte d'Aix **Carrefour urbain, la porte d'Aix est un lieu de transit entre le port, la gare et l'autoroute. Jacques Windenberger y photographie des piétons chargés de bagages, immortalisant les nouveaux visages de l'immigration.**

MUSÉE D'HISTOIRE DE MARSEILLE, 3 109/34 © JACQUES WINDENBERGER – PHILIPPE MATSAS/OPALE.PHOTO

PLAN

1947-1954. La présence algérienne



En 1947 les « Français musulmans d'Algérie » obtiennent la citoyenneté française et le droit de circuler. L'émigration s'accroît vers la France et en particulier Marseille. Les Algériens s'installent dans les quartiers vétustes ou autoconstruits du centre-ville. Conformément aux règlements coloniaux, et en raison de la montée de l'indépendantisme, ils y sont très surveillés.

DANS LE TEXTE



Jean-Claude Izzo

« Mais on est quoi, au fond ? »

Mais on est français, con.
On est né ici. L'Algérie, moi,
j'connais pas.
— T'es français, toi. On est les
moins français de tous les
Français. Voilà ce qu'on est.
— Si les Français y veulent
plus de toi, tu fous quoi ?
T'attends qu'ils te flinguent.
Moi, je me casse.
— Ah oui ! Tu vas où, eh con !
Arrête de délirer.
— Moi, je m'en tape. Je suis
marseillais. J'y reste. Point. Et si
on m'cherche y me trouveront.
Ils étaient de Marseille,
marseillais avant d'être arabes.
Avec la même conviction
que nos parents. Comme nous
l'étions Ugo, Manu et moi à
quinze ans. Un jour, Ugo avait
demandé : "Chez moi, chez
Fabio, on parle napolitain.
Chez toi, on parle espagnol.
En classe, on parle français.
Mais on est quoi, au fond ?" Des
Arabes, avait répondu Manu."

Total Khéops, Gallimard, 1995.

ÉCLAIRAGE

Bassens : vivre dans une cité de transit

Symbole du mal-logement durant les Trente Glorieuses, Bassens est aussi un exemple de mobilisation des habitants. Les photographies de Franck Pourcel exposées au musée d'Histoire de Marseille nous font voir la cité autrement.

L'histoire de la cité de Bassens, dans les quartiers nord de Marseille (XV[e] arrondissement), s'inscrit dans celle des transformations urbaines et sociales qui suivent la Seconde Guerre mondiale. La ville fait alors face à une importante crise du logement, que subissent de plein fouet les Maghrébins, Espagnols, Italiens ou Gitans. Faute de solutions adaptées, des bidonvilles s'établissent aux marges de la ville.
Dans le contexte d'une politique nationale de résorption, la municipalité met en œuvre un relogement provisoire. Des « cités de transit » sont pensées pour « adapter » certaines populations à la vie en HLM. Il y en aura d'autres en France, toujours destinées en priorité aux Maghrébins.
C'est ainsi qu'en avril 1962, est décidée la construction d'une de ces cités sur des terrains de la société pétrolière Bordeaux-Bassens. Les travaux commencent en mars 1963. En janvier 1964, les habitants du bidonville des Treize-Coins y sont transférés (Bassens 1). Une seconde tranche de 198 logements est ensuite construite entre 1965 et 1966 (Bassens 2). Présentées comme des cités de transit, Bassens et sa « jumelle », La Paternelle, devaient constituer une étape temporaire de deux ans maximum avant d'être relogé dans un HLM. Les conditions de vie témoignent de la précipitation et du souci d'économie qui ont présidé à la construction. Les logements sont petits, humides, sans chauffage, ni eau chaude. Des familles parfois de huit enfants s'entassent dans 36 m². Les équipements sont rudimentaires : la douche consiste en un simple pommeau installé au-dessus de toilettes à la turque.



1977, devant la cité Bassens 1. Onze enfants sont morts sur la voie ferrée toute proche, faute d'une clôture solide.



2026. Bassens 2 photographié par Franck Pourcel. Conçus pour ne durer que deux ans, ces logements d'urgence perdurent.

Ni arbres, ni bancs, ni éclairage

Les immeubles, entièrement en béton, ne bénéficient ni d'un entretien régulier ni d'aménagements extérieurs. Il n'y a ni arbres, ni bancs, ni jeux pour les enfants, ni éclairage urbain. L'arrêt d'autobus se trouve à un kilomètre, l'école, la protection maternelle et infantile et le centre social à près de deux kilomètres.

Bassens devient ainsi une enclave à la fois géographique, sociale et urbaine. Cette marginalisation s'accompagne de représentations stigmatisantes, empreintes de préjugés colonialistes et racistes. Face à cette situation, les habitants ne restent pas passifs. Les hommes mettent à profit leurs compétences pour achever ou améliorer les logements ; les familles aménagent les espaces extérieurs. Des commerçants s'installent et

© BENOIT FABIANI © ATD QUART MONDE–CENTRE JOSEPH WRESINSKI
© FRANCK POURCEL

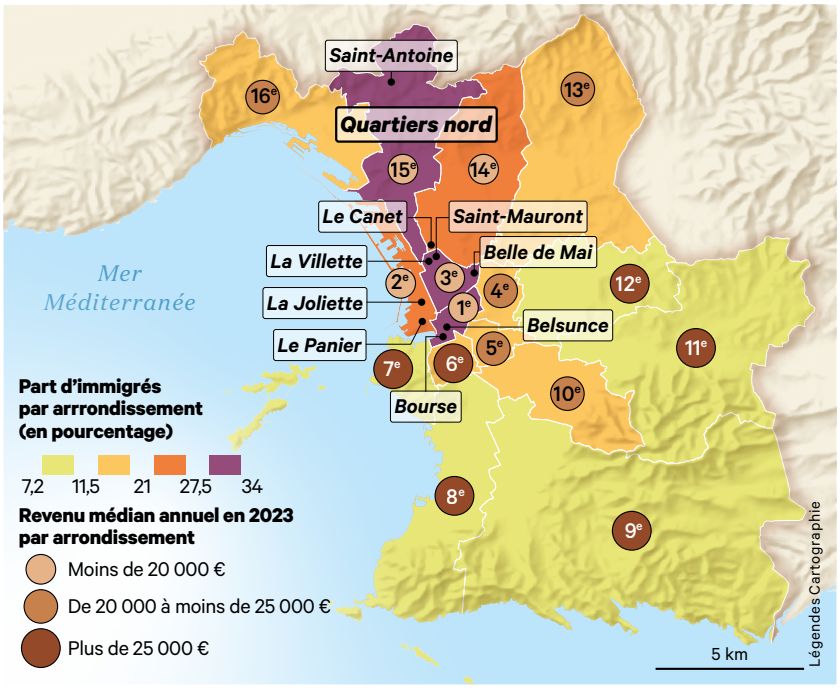
des solidarités se reconstituent. Dès le milieu des années 1960, des travailleurs sociaux, des associations et quelques acteurs politiques accompagnent cette mobilisation. Un centre social ouvre en 1972. ATD Quart Monde s'implante. Des activités éducatives et collectives se développent : le journal de la cité est créé, une équipe de football constituée, des cours pour adultes organisés… Comme dans de nombreux foyers de la Sonacotra, le mouvement de grève des loyers de 1974 marque une étape importante dans la politisation des habitants, qui s'impliquent aussi dans la Marche pour l'égalité et contre le racisme en 1983.

Démolition programmée

La rénovation, décidée en 1971, s'avère lente et partielle. La protection contre la voie ferrée qui longe la cité et dont la traversée a provoqué 13 morts dont 11 enfants n'est réalisée qu'en 1976. Et ce n'est qu'en 2000 que les habitants obtiennent la démolition de Bassens 1 et la construction de 46 pavillons. Toutefois Bassens 2 connaît une ghettoïsation progressive. Sa démolition, programmée pour 2027, doit mener au relogement de ses habitants. La fermeture du centre social en 1989 a fragilisé les dynamiques collectives mais ne les a pas fait disparaître. Depuis 1998, l'association Marseille en action pour le développement et l'échange (Made), fondée par Schéhérazade Ben Messaoud-Hamiche, poursuit l'action sociale et s'engage dans un travail d'histoire et de mémoire. ■ **C. R.**

CARTE

Dans les quartiers nord



L'Insee indique aujourd'hui le pays de naissance des individus recensés. Pour Marseille, cette carte met en évidence une continuité historique d'implantation des immigrés dans les quartiers industrialisés du centre et du nord. Avec plus de 34 % d'habitants nés à l'étranger, les Ier, IIIe et XVe arrondissements sont parmi les plus cosmopolites et les plus pauvres de France.

▶ Marche des beurs – est organisée en 1983. Le cortège part le 15 octobre de la Cayolle, dans les quartiers sud de Marseille, pour parcourir la France.

Planète Marseille ?

La dernière vague d'immigration significative à Marseille est celle des Comoriens. Durant l'entre-deux-guerres, en même temps que d'autres populations en provenance d'Afrique, des marins, des personnels des compagnies maritimes ou des ouvriers, qui arrivaient souvent clandestinement, avaient constitué, avec les anciens tirailleurs, les premières populations noires de Marseille – quelques centaines d'individus dans les années 1930. Après l'indépendance des Comores en 1975, cette immigration se développe très rapidement.

Forte de 10 000 personnes, soit 7 % des étrangers, elle représente en 2022 la plus importante diaspora comorienne au monde et la troisième communauté étrangère après les Algériens (33 %), les Tunisiens (8 %), et à égalité avec les Marocains. D'abord installée dans le quartier du Panier, aux mains des marchands de sommeil, la population comorienne investit progressivement les quartiers de la Belle de Mai et les grands ensembles dégradés des quartiers nord. Elle se caractérise par une grande précarité économique mais également par une structuration importante, notamment autour de la communauté musulmane. Les Comoriens subissent la violence xénophobe à Marseille comme les autres immigrés avant eux. Le 21 février 1995, le jeune Ibrahim Ali, 17 ans, est assassiné en pleine campagne présidentielle par des colleurs d'affiches du Front national. Ce drame place à nouveau Marseille à la une de l'actualité pour les actes racistes qui y sont commis. ▶

Alors, « planète Marseille », comme le chante IAM, l'emblématique groupe de rap local qui a fait de l'antiracisme son combat ? Depuis les années 1980, le cosmopolitisme constitue un argument récurrent du discours sur la ville. Promu par la classe politique de Robert Vigouroux à Benoît Payan, incarné dans des manifestations comme « La Massalia » qui, en 1999, célèbre les 2 600 ans de la fondation de la ville ou « Marseille Provence 2013 capitale européenne de la culture », il est repris par la sphère culturelle, de Massilia Sound System à IAM, en passant par le cinéaste d'origine arménienne Robert Guediguian ou l'écrivain Jean-Claude Izzo (descendant d'immigrés espagnols et italiens). Les Marseillais eux-mêmes se définissent volontiers comme le fruit d'un mélange qu'on ne retrouverait nulle part ailleurs.

Si la succession de vagues migratoires depuis trois cents ans ne dément pas cette réalité, l'histoire nous apprend que le cosmopolitisme marseillais comprend aussi son lot de tensions, et se caractérise moins par son caractère exceptionnel – avec 15 % d'étrangers, Marseille se situe aujourd'hui derrière Paris et ses 20 % –, que par des traits originaux. Originalité dans sa précocité tout d'abord, avec un quart d'habitants de nationalité étrangère dès les années 1910. Originalité dans sa composition ensuite, puisqu'aujourd'hui encore, les présences italiennes, arméniennes, algériennes, comoriennes caractérisent la ville, tandis que les migrations portugaises, asiatiques ou subsahariennes se sont, elles, davantage implantées dans d'autres régions françaises. Originalité dans sa symbolique enfin, Marseille, ville-port et ville-monde restant, à l'échelle du territoire, un archétype de la ville hospitalière. ■

Ville-port et ville-monde, Marseille reste un archétype de la ville hospitalière

NOTE

1. Plaque inaugurée en 1952 par le maire Gaston Defferre, voir marsimperium.org

POUR EN SAVOIR PLUS

Ouvrages généraux

P. Blanchard, G. Boëtsch, *Marseille porte Sud. Un siècle d'histoire coloniale et d'immigration,* La Découverte, 2005.

D. Diaz, *En exil. Les réfugiés en Europe de la fin du XVIIIe siècle à nos jours,* Gallimard, « Folio histoire », 2021.

L. Dornel, *La France hostile. Socio-histoire de la xénophobie, 1870-1914,* Hachette, 2004.

S. Mourlane, J. Boutier (dir.), *Marseille l'italienne. Histoires d'une passion séculaire,* Arles, Bizalion, 2021.

S. Mourlane, C. Regnard (dir.), *Les batailles de Marseille. Immigration, violences et conflits, XIXe-XXe siècles,* Aix-en-Provence, Presses universitaires de Provence, 2013.

S. Mourlane, C. Regnard, *Empreintes italiennes : Marseille et sa région, 1840-1940,* Lyon, Lieux dits, 2013.

C. Regnard, *En transit. Les Syriens à Beyrouth, Marseille, Le Havre, New York, 1880-1914,* Anamosa, 2022.

É. Temime (dir.), *Migrance. Histoire des migrations à Marseille,* 4 vol., Aix-en-Provence, Édisud, 1989-1992.

Un site

marsimperium.org

Film documentaire

Marseille 1943. Anatomie d'une rafle, Édouard Mills-Affif, 63 min., Arte 2026.

À MARSEILLE

FESTIVAL D'HISTOIRE DE MARSEILLE, 1re ÉDITION 2026

Le Festival d'histoire publique de Marseille vise à rapprocher les citoyens de leur patrimoine et de leur histoire. La première édition de préfiguration, autour de la thématique « Marseille : porte du monde ? » interroge les identités de la ville sous le prisme des migrations, au travers de rendez-vous culturels.

Table-ronde inaugurale

Vendredi 27 novembre à 17 heures
Auditorium du musée d'Histoire de Marseille
En partenariat avec *L'Histoire* et coorganisée par Aix-Marseille Université.
Grand entretien avec l'historienne Céline Regnard :
Marseille, porte du monde ? 300 ans d'immigration. La construction d'une image.

Deux expositions au musée d'Histoire de Marseille

27 novembre 2026-23 mai 2027
« **Marseille, porte du monde ?** »
Au sein du nouveau Cabinet photographique, un « kaléidoscope » de fragments de mythes et réalités interrogeant le récit marseillais toujours en mouvement. Les œuvres ont été sélectionnées dans les riches fonds photographiques du musée d'Histoire de Marseille et/ou du Fonds communal d'art contemporain ou prêtées par des photographes marseillais.
Visite commentée de l'exposition « Marseille, porte du monde ? »
Samedi 28 novembre à 14 h 30
Sur inscription : musee-histoire@marseille.fr
Tarif : 3 €.
« **Nous, Marseillais de Bassens 2** »
L'exposition présente une cinquantaine de photographies de Franck Pourcel et des extraits de témoignages de la cité « de transit » Bassens 2.

Balade urbaine

Cafés à Marseille, portes des mondes
Par l'association Traverses
Dimanche 29 novembre à 10 heures
Gratuit sur inscription :
traverses.contact@gmail.com

A voir aussi

Exposition photo inaugurale de la Maison Diamantée
Le parcours retrace la trajectoire de la rive nord du Vieux-Port. Entrée gratuite.

@ **https://musees.marseille.fr**

27
28
nov. 2026

FESTIVAL D'HISTOIRE DE MARSEILLE

Le Festival d'histoire de Marseille vous invite à redécouvrir Marseille à travers son patrimoine et des regards pluriels. Pour sa première édition, il explore les identités de la ville et les migrations autour du thème « Marseille, porte du monde ? ». Découvrez une programmation culturelle gratuite dans différents sites municipaux.

EXPOSITIONS du 27 novembre 2026 au 23 mai 2027

Marseille, porte du monde ?

Au sein du nouveau Cabinet photographique, découvrez des photographies anciennes et récentes qui interrogent, entre mythes et réalités, le récit en mouvement de Marseille.
Musée d'Histoire de Marseille

Nous, Marseillais.es de Bassens 2

L'exposition rassemble une cinquantaine de photos de Franck Pourcel et des témoignages sur Bassens 2, cité « de transit » bientôt démolie.
Musée d'Histoire de Marseille

Exposition inaugurale de la Maison Diamantée

La Maison Diamantée, témoin du quartier Saint-Jean

Photographies et maquettes des collections publiques marseillaises

Parcourez en images et en maquettes l'histoire de la rive nord du Vieux-Port : son passé populaire, la rafle et les destructions sous l'Occupation, puis sa reconstruction et les transformations du quartier.
Maison Diamantée

Programme du week-end d'ouverture 27-28 novembre 2026

TABLE RONDE : Marseille, porte du monde ?
La construction d'une image. 300 ans d'immigration.

Vendredi 27 novembre à 17h

Grand entretien avec l'historienne Céline Regnard. Avec la Revue L'Histoire et Aix-Marseille Université
Auditorium du Musée d'Histoire de Marseille / Dans la limite des places disponibles

BALADE URBAINE : Cafés à Marseille, portes des mondes par l'Association Traverses

Dimanche 29 novembre de 10h à 12h30

Des cafés de la Canebière, de Belsunce à Noailles, découvrez avec l'anthropologue Nathalie Cazals leurs histoires, leurs clientèles et leurs usages.
Gratuit sur inscription : traverses.contact@gmail.com (25 personnes maximum)

VISITE COMMENTÉE : Marseille, porte du monde ?

Samedi 28 novembre à 14h30
Tout public, à partir de 12 ans. / Durée : 1h30
Adultes : entrée gratuite + 3€ la visite / Enfants : entrée gratuite + 1,50€ la visite pour les 12-18 ans
Gratuit sur inscription : musee-histoire@marseille.fr

Retrouvez la programmation complète : conférences, visites, balades, projections, concerts, interventions d'artistes...

PARTENAIRES

L'Histoire · Maison méditerranéenne des sciences humaines et sociales · amU Aix Marseille Université · cnrs

M M Musées de Marseille

VILLE DE MARSEILLE

MARSEILLE, PORTE DU MONDE ?



VILLE DE MARSEILLE © PHOTOGRAPHIE - TERZIAN ROBERT - PORTE D'HÔTEL DANS LE QUARTIER DE BELSUNCE, MARSEILLE.

27 NOV. 2026 – 23 MAI 2027

EXPOSITION DE PHOTOGRAPHIES

GRATUIT

MUSÉE D'HISTOIRE DE MARSEILLE
PLUS D'INFOS SUR MUSEES.MARSEILLE.FR

amU Aix Marseille Université

M|M Musées de Marseille

VILLE DE MARSEILLE